

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Quatorzième année - N° 4374 - Dimanche 14 janvier 2018 - Prix : 10 DA

Retard dans la réalisation des projets «AADL»

Les contrats de 3 maîtres d'œuvre résiliés et mises en demeure à 17 autres

Page 24

Said Beghouli à propos de la hausse des cours de l'or noir

«Ce pétrole, notre malheur»

Page 3

Les pointes avancées de 2017 dans 2018

Par Mohamed Habili

Les grandes questions internationales ayant marqué 2017 se retrouvent toutes en 2018, à l'exception notable de la guerre en Irak contre Daech qui elle n'a pas débordé sur la nouvelle année. En Syrie, au Yémen, en Libye, dans la Péninsule de Corée, en Ukraine, en Egypte, où plutôt dans le Sinaï, où la guerre contre le Daech local est encore sur sa phase ascendante, le passage d'une année à l'autre a reconduit les mêmes conflits, les mêmes tensions, même si les crises en cours, largement indépendantes les unes des autres, ne sont pas au même degré de développement ou de maturité. A cet égard, un décalage certain existe entre elles, qui pourrait s'accroître dès les premiers mois de 2018, mais on ne peut exclure qu'il se rétrécisse au contraire, au moins entre quelques-unes. Celles qui pour l'heure semblent le plus proches de leur dénouement, c'est d'une part la guerre en Syrie, et de l'autre la division politique et territoriale caractéristique de la situation libyenne. Leurs temporalités comparables ne doivent cependant pas faire perdre de vue ce qui les sépare, et qui est rien moins que négligeable. La guerre en Syrie étant beaucoup moins une guerre civile qu'une guerre régionale, sinon mondiale, soigneusement confinée dans un seul pays, sa résolution n'est pas la conséquence logique de la fin des combats. Ceux-ci pourraient prendre fin en effet, du fait de la victoire d'un camp sur l'autre, sans que la crise soit réglée par là même.

Suite en page 3

D'importantes quantités saisies quotidiennement

La contrebande explose



Carburant, aliments, cheptel, drogue, corail..., la contrebande prospère à grande vitesse en dépit des coups de boutoir donnés par les services de sécurité, à leur tête les gardes-frontières... Lire page 2

Hasbellaoui ordonne la mise en place de «plateaux techniques» en faveur des résidents

Le bras de fer prendra-t-il fin ?

Page 4

Afin d'inviter le public à s'intéresser à la culture et l'histoire amazighes

La pièce «Amenoukal» présentée à Constantine

Page 13

D'importantes quantités saisies quotidiennement

La contrebande explose

■ Carburant, aliments, cheptel, drogue, corail... la contrebande prospère à grande vitesse en dépit des coups de boutoir donnés par les services de sécurité, à leur tête les gardes-frontières.

Par Meriem Benchaoua

L'activité illégale au niveau de nos frontières a atteint ces derniers mois une proportion inquiétante. Des tonnes de marchandises sont importées ou exportées par des réseaux de contrebandiers qui tentent le tout pour le tout afin d'amasser le plus d'argent possible en un temps record. Carburant, aliments, cheptel, drogue, corail..., la contrebande prospère à grande vitesse en dépit des coups de boutoir donnés par les services de sécurité, à leur tête les gardes-frontières. Cette tendance observée sur le terrain n'exclut pas le trafic sur d'autres produits, notamment les produits alimentaires subventionnés. En effet, le trafic n'a jamais été aussi florissant au niveau de nos frontières comme il l'est aujourd'hui. Depuis les tensions sécuritaires dans les pays voisins, ce commerce illicite, qui constitue une des formes de fraude les plus visibles et les plus dangereuses sur le développement de l'économie nationale, a explosé. Les pertes économiques et financières sont considérables et les statistiques ne font que confirmer son ampleur. L'éradication du phé-



PHD. R.

nomène n'est certainement pas pour demain, puisque les réseaux sont devenus plus organisés, mieux structurés, certainement liés à des circuits internationaux de trafic. Pourtant, les services de sécurité mènent une lutte implacable et sans merci à travers plusieurs régions du pays. Un combat ininterrompu contre toute forme d'atteinte au pays : la lutte contre le crime organisé reste une priorité majeure. C'est ce qui ressort du bilan des opérations menées par les services de sécurité. Selon le dernier bilan, deux camions et 17,5 tonnes de denrées alimentaires ont été saisis lors de patrouilles menées jeudi à Bordj Badji Mokhtar et In Guezzam par des détachements de l'Armée nationale populaire (ANP), en

coordination avec des gardes-frontières, tandis que sept contrebandiers ont été arrêtés par un autre détachement de l'ANP à Tamanrasset, indique vendredi un communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN). «Dans le cadre de la sécurisation des frontières et de la lutte contre la criminalité organisée, et lors de patrouilles de reconnaissance et de recherche menées près des frontières, ont saisi, le 11 janvier 2018 à Bordj Badji Mokhtar et In Guezzam (6^e RM), deux camions, 17,5 tonnes de denrées alimentaires, 4 000 litres d'huile de table, 11 200 litres de carburant, 200 kg de cuivre, tandis qu'un autre déta-

chement de l'ANP a arrêté, à Tamanrasset (6^e RM), sept contrebandiers et saisi des divers outils d'orpaillage et un téléphone satellitaire», précise le communiqué. Par ailleurs, des détachements de l'ANP «ont déjoué des tentatives de contrebande de 10 904 litres de carburant à Souk-Ahras, Tébessa et El Tarf (5^e RM)», ajoute la même source. Par ailleurs, dix contrebandiers ont été arrêtés par des détachements de l'Armée nationale populaire et des éléments de la Gendarmerie nationale, lors d'opérations distinctes menées à Bordj Badji Mokhtar, In Guezzam, Tiaret et Mascara, indique un communiqué du ministère de la Défense nationale. «Dans le cadre de la lutte contre la contrebande et la crimi-

nalité organisée, des détachements de l'Armée nationale populaire ont intercepté, le 10 janvier 2018, lors d'opérations distinctes menées à Bordj Badji Mokhtar et In Guezzam (6^e Région militaire, cinq contrebandiers et saisi trois véhicules tout-terrain et 3 400 litres de carburants», note le communiqué. D'autre part, des éléments de la Gendarmerie nationale «ont arrêté, à Tiaret et Mascara (2^e RM), cinq contrebandiers et saisi 24 325 unités de différentes boissons et 450 comprimés psychotropes, tandis que quatre immigrants clandestins de différentes nationalités ont été appréhendés à Béchar (3^e RM)», ajoute la même source. M. B.

Logement social
Plus de 28 000
unités en retard
de réalisation
à travers
18 wilayas

LE MINISTRE de l'Habitat, de l'urbanisme et de la ville, Abdelwahid Temmar a fait état, hier, d'un retard de réalisation de plus de 28 000 unités relevant de la formule logement public locatif, communément appelé logement social, portées par 73 projets à travers 18 wilayas. Le ministre a appelé les maîtres d'œuvre à rattraper les retards enregistrés et à traiter les dysfonctionnements dans les plus brefs délais, soulignant que le ministère de tutelle allait recourir à la résiliation des contrats à l'encontre des entreprises défaillantes. Ce nombre est réparti à travers les wilayas comme suit : Béchar (208 unités), Blida (1 020), Tamanrasset (300), Tiaret (160), Saida (3 400), Oran (7 638), El Tarf (708), Annaba (2 200), Guelma (1 476), Mostaganem (2 760), Mascara (3 000), Tindouf (206), Tissemsilt (300), El Oued (1 960), Khenchela (130), Mila (1 200), Ain Témouchent (942), Relizane (400). R. N.

Le Syndicat algérien des paramédicaux s'apprête à entamer une nouvelle grève

Les malades face à trois jours de débrayage dès demain

Les paramédicaux se mobilisent davantage afin que leurs revendications soient prises en charge par le ministère de la Santé. En effet, dès demain 15 janvier, le syndicat des paramédicaux entamera trois jours de débrayage au détriment des malades. Suite au succès de leur débrayage de deux jours, enclenché le 8 janvier, le SAP a décidé de maintenir sa prochaine grève de trois jours à partir du 15 janvier. En effet, pour que leurs voix arrivent jusqu'au ministère de la Santé et que ce dernier prenne en charge leurs revendications, les paramédicaux se mobilisent davantage depuis déjà des semaines et n'envisagent pas de faire marche arrière. Selon Lounès Ghachi, président du SAP, ce mouvement de grève, largement suivi à travers le territoire national, a connu un vrai succès. «Durant ces deux jours de grève, des 8 et 9 janvier, il y a eu une forte adhésion et nous sommes amplement satisfaits», a-t-il déclaré. Selon lui, le taux de suivi de cette action de contestation a été

de l'ordre de 75% le premier jour de débrayage et est passé à 80% le deuxième jour. «Cette forte mobilisation renseigne sur la résolution des paramédicaux à arracher leurs droits légitimes», a indiqué le président de cette entité syndicale. Ce syndicaliste confirme, en outre, «la détermination de la corporation paramédicale à aller jusqu'au bout de leur lutte syndicale afin d'exiger la prise en charge réelle de leurs préoccupations». Pour sa part, le ministre de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière avait réagi à la veille du débrayage en invitant les paramédicaux à une réunion de conciliation, durant laquelle il a assuré au personnel paramédical que «la tutelle s'est engagée à prendre en charge ses principales revendications». Une rencontre qui n'a guère convaincu les paramédicaux à renoncer à leur mouvement de grève. Bien au contraire, les protestataires se sont donnés rendez-vous à partir de demain 15 janvier pour la tenue d'une grève cyclique de trois jours. Quant aux médecins rési-

dents, ils semblent décidés à poursuivre leur mouvement de grève illimitée engagé depuis plus de trois semaines. À travers leur action, les paramédicaux veulent dénoncer ce qu'ils qualifient d'«indifférence des autorités du secteur public face aux agressions contre le personnel paramédical». L'insécurité est devenue le souci numéro un du personnel médical qui subit régulièrement la violence physique et verbale de la part des patients et leurs accompagnateurs, notamment durant les gardes de nuit. Les mesures prises jusque-là pour assurer la sécurité du personnel médical n'ont pas donné les résultats escomptés. Le syndicat ajoute, à ce motif, le manque de dialogue avec leur ministère de tutelle qui a changé d'attitude envers les partenaires sociaux depuis le dernier remaniement ministériel. Additivement à cela, le SAP déplore le manque de moyens humains et matériels constaté dans tous les établissements de santé publique. Une remarque que partage le Syndicat national

autonome des praticiens de la santé publique (Snpsp). Sur le chapitre lié aux revendications socioprofessionnelles, le Syndicat algérien des paramédicaux réclame la révision du plan de carrière des paramédicaux et sages-femmes, le maintien du système LMD de formation des paramédicaux, le renforcement des mesures de sécurité dans tous les établissements de santé publique, notamment la nuit. Sur le volet du respect des libertés syndicales, le SAP appelle la tutelle ainsi que les hautes autorités du pays à intervenir pour mettre un terme aux dépassements dont sont victimes ses délégués en exerçant leurs activités. Enfin, le droit de grève, réservé à tous les travailleurs dans le secteur public, n'est pas sans conséquences. En effet, le débrayage du personnel paramédical a sérieusement pénalisé les malades qui ont vu leurs rendez-vous reportés, les interventions et les soins réduits. Seul le service minimum est assuré lors des journées de grève. Thinhinene Khouchi

Saïd Beghoul à propos de la hausse des cours de l'or noir

«Ce pétrole, notre malheur»

■ L'augmentation des cours du pétrole restait stable avant-hier en fin d'échanges européens dans un marché reprenant son souffle après avoir atteint la veille des plus hauts niveaux en trois ans. Toutefois, en Asie, ils étaient orientés à la baisse. Pour Saïd Beghoul, expert en énergie, n'excluant pas «une rechute lente» dans les mois à venir, il estimera que «cette hausse ne profiterait véritablement à l'Algérie que si elle s'inscrivait dans la durée».

Par Lynda Naili

Les cours du pétrole ont commencé l'année 2018 en trombe. Référence européenne du pétrole, le Brent, a franchi jeudi dernier en fin d'après-midi la barre des 70 dollars. Il s'agissait de son plus haut niveau depuis 2014, année où les cours ont commencé à dégringoler. Avant-hier, cette hausse s'est stabilisée sur les marchés européens, alors que ceux asiatiques ont enregistré une certaine baisse. Faisant que l'incertitude des cours de l'or noir n'est pas à exclure dans les semaines à venir, selon les analystes. Ces derniers, considérant que «la remontée des cours est aussi le signe que les efforts de l'Organisation des pays producteurs de pétrole (Opep) portent leurs fruits», ils se montreront cependant prudents sur la durabilité de cette hausse. En effet, soulignant que les positions spéculatives nettes à la hausse ont atteint un nouveau record à 568 500 contrats, ils préviendront que «si cela représente un changement significatif dans le sentiment du marché, toute information pessimiste pourrait facilement tourner à une vente massive». A ce sujet, contacté par «Le Jour d'Algérie», Saïd Beghoul, expert en énergie, estimera que certes, «le Brent est autour des 70 dollars, mais il y a des facteurs haussiers et d'autres baissiers qui font que le marché reste hésitant». C'est d'ailleurs «ce qui explique le yoyo entre 69 et 70 dollars» sur les marchés asiatiques et européens, soulignera-t-il. Dans ce contexte, à une question sur l'éventualité d'une rechute des prix de l'or noir, notre interlocuteur n'écartera pas cette possibilité, appuyant ces propos par «la nouvelle donne selon laquelle la Russie veut quitter le deal de l'Accord Opep-Non Opep». En outre, il évoquera d'autres facteurs



PH/D. R.

notamment «les ambitions américaines de porter la production à plus de 10 millions blj ainsi que la possibilité de la reprise des forages de schiste qui ont baissé ces derniers temps». Ce sont là autant d'éléments, qui selon Saïd Beghoul, «l'accord historique Opep-non Opep se voit franchement menacé d'autant plus que beaucoup de pays gros producteurs (KSA, Iran, Irak...) ont besoin de cash pour surmonter leurs problèmes internes». Néanmoins, «dans tous les cas de figure, poursuivra-t-il, si rechu- des prix il y aura, «cela s'effectuera lentement», faisant que «le marché pétrolier demeurera hésitant». Par ailleurs, sur l'impact de cette hausse des cours du pétrole sur les recettes nationales en hydrocarbures, l'expert en énergie, estimera qu'il s'agit là d'une aubaine. «Mais le plus important est que cette hausse s'inscrive dans la durée. Si cela doit durer uniquement un mois ou deux, cela restera insignifiant. Avoir un

prix de 55 dollars le baril durant une année est plus profitable qu'un baril à 70 dollars sur 2 mois», soulignera-t-il. Et de rappeler dans ce contexte que «si le prix chute d'un seul dollar sur l'année entière, c'est une perte de 600 millions dollars sur les recettes pétrolières nationales». Ceci étant, il dira «rester optimiste, car il n'est pas exclu que les prix se stabilisent à ce niveau, voire plus dans les jours qui viennent». «Mais «le gros problème pour le marché pétrolier demeure la Russie qui désire quitter le deal Opep-Non Opep sur la réduction de la production, renouvelé en novembre dernier, car cela entraînera forcément un effet d'entraînement», a-t-il averti.

Pour rappel, jeudi dernier, les cours avaient bondi à leurs plus hauts niveaux depuis décembre 2014, le Brent passant même brièvement le seuil des 70 dollars pour culminer à 70,05 dollars tandis que le WTI a touché 64,77 dollars. Selon les analystes, les

investisseurs sont optimistes, les réserves américaines de brut reculent alors que le risque géopolitique pourrait perturber la production. Les acteurs du marché attendaient avant-hier que le président Donald Trump décide ou non de réimposer des sanctions économiques contre l'Iran, ce qui pourrait perturber les exportations d'un des plus grands producteurs de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep). Dans ce contexte, les prix n'ont pas souffert outre mesure des données des douanes chinoises, qui ont fait état d'importations de 33,7 millions de tonnes de pétrole brut en décembre, contre 37,04 en novembre et 36,38 millions de tonnes en décembre 2016. Pour sa part, Greg McKenna, analyste chez AxiTrader, estimant que les prix semblaient «un peu élevés pour le moment», a averti que la courbe du Brent était «raisonnablement proche de son niveau d'inversion». L. N.

Selon l'agence énergétique internationale

Les énergies renouvelables bientôt «toutes compétitives»

Les coûts de l'éolien et du solaire vont encore baisser fortement ces prochaines années au point que ces deux énergies seront globalement moins chères que les énergies fossiles (fuel, gaz, charbon), mais les autres énergies vertes progressent également rapidement, selon une étude publiée samedi. «Toutes les technologies renouvelables seront compétitives par rapport aux énergies fossiles en 2020», estime l'Agence internationale des énergies renouvelables (Irena) dans une nouvelle étude sur les coûts des énergies vertes. Les coûts moyens des renouvelables devraient atteindre entre 3 et 10 dollars le mégawatt-

heure (MWh) en fonction des technologies (éolien, solaire, géothermie, biomasse, etc.), quand les énergies fossiles affichent des coûts entre 5 et 17 dollars le MWh, note l'étude. Ils varient en fonction des pays, selon les gisements en énergie ou les réglementations. Déjà l'an dernier, les coûts moyens des nouveaux projets de parcs d'éolien terrestre et de centrales solaires ont fluctué entre 6 et 10 dollars le MWh, avec plusieurs records en dessous de cette moyenne. Cela a été le cas aux Emirats arabes unis, au Chili, au Mexique et au Pérou dans le solaire. Dans l'éolien, des projets sont déjà régulièrement mis en

service avec un coût de 4 dollars le MWh. Les baisses de coûts sont tirées par l'amélioration constante des technologies mais aussi une concurrence qui s'accroît avec de nombreuses entreprises qui développent des projets d'énergies renouvelables, remarque l'étude. «Se tourner vers les renouvelables (...) n'est plus simplement une décision faite au nom de l'environnement mais, de plus en plus largement, une décision économique intelligente», selon le directeur général de l'Irena, Adnan Z. Amin, cité dans le communiqué. Les «meilleurs» projets éoliens terrestre et solaire pourraient ainsi produire une électricité à un coût

de 3 dollars par MWh, voire moins dans les deux prochaines années. Et cette baisse des coûts s'observe aussi pour les autres énergies renouvelables, note l'Irena. L'an dernier, des projets dans la géothermie, la biomasse ou l'hydroélectricité se sont développés avec des coûts autour de 7 dollars le MWh. Le solaire à concentration et l'éolien en mer font également des progrès et certains projets qui seront mis en service d'ici 2020 et 2022 coûteront entre 6 et 10 dollars le MWh, prévoit l'Irena. «Cette nouvelle dynamique témoigne d'un changement significatif de modèle énergétique», selon M. Amin. Safy T.

LA QUESTION DU JOUR

Les pointes avancées de 2017 dans 2018

Suite de la page une

Bien entendu, pour le camp vainqueur, qui en l'occurrence ne peut être que le régime syrien et ses alliés, le plus dur aura à ce moment été fait. Il n'en serait pas moins obligé alors de faire des concessions au camp opposé pour être en mesure de tourner la page une bonne fois pour toutes. La normalisation des relations extérieures, notamment avec les pays voisins, est à ce prix. Il ne suffit donc pas au régime syrien de gagner la guerre, ce que du reste il est en train de faire, il lui faudra aussi gagner une paix qui soit durable. Au point où en sont les choses aujourd'hui, le deuxième défi est plus difficile à relever que le premier. En Libye, la donne est différente. Comme il n'y a pas d'affrontements entre les principaux protagonistes, le camp de Tripoli et celui de Tobrouk, la paix est moins affaire de force et de stratégie que d'entente politique. On sait que les parties prenantes ont choisi de s'en remettre aux électeurs pour les départager. Aucune date n'a encore été proposée pour la tenue de ces élections devant mettre fin à la crise. Le jour où cela sera fait, on saura du moins à quel moment se jouera la partie décisive, celle d'où peut sortir le pire comme le meilleur, la fin de la crise ou son renouvellement. En effet, il ne suffit pas d'organiser ces élections, il faut encore que les parties s'engagent par avance à en accepter les résultats quels qu'ils soient. Il n'empêche, la crise libyenne est comme la crise syrienne dans un état d'avancement tel qu'elle peut, elle aussi, se résoudre dès cette année. On ne peut en dire autant ni de la guerre au Yémen ni de celle du Sinaï, encore que la question ne se pose pas, relativement à cette dernière, de savoir qui va l'emporter. Nul doute que l'armée égyptienne aura à terme le dessus sur les groupes terroristes qui la défient. La plus grande incertitude plane par contre aussi bien quant au déroulement qu'à l'issue de la guerre au Yémen. On ne sait même pas encore si du moins elle va garder sa forme actuelle jusqu'au bout, si en cours de route elle ne va pas se transformer en une autre. Tout indique hélas que les souffrances déjà grandes des Yéménites ne sont pas près de prendre fin. M. H.

Hasbellaoui ordonne la mise en place de «plateaux techniques» en faveur des résidents

Le bras de fer prendra-t-il fin ?

■ Le ministre de la Santé a donné, hier, des instructions fermes aux directeurs de la santé des wilayas et à ceux des hôpitaux pour «mettre en place les plateaux techniques permettant aux médecins résidents d'exercer dans les meilleures conditions».

Par Louiza Ait Ramdane

Ainsi, il n'y aura aucune affectation de médecins résidents si l'hôpital concerné ne dispose pas d'un plateau technique adéquat en rapport avec la spécialité concernée. Il n'y aura aucune affectation si la wilaya concernée n'assure pas un logement adéquat, comme il sera également procédé à l'étude des dossiers lorsqu'il s'agit de couples mariés dont l'un est médecin en tenant compte du regroupement familial, a souligné le P^r Hasbellaoui, précisant qu'il y aura «mise en place de mesures incitatives, dont le bénéfice de l'activité lucrative sans condition d'ancienneté pour les spécialistes effectuant leur service civil dans certaines régions du pays, notamment les wilayas du Sud et des Hauts-Plateaux, et ce, dans le cadre du projet de décret en cours de finalisation au niveau du gouvernement». Au plan pédagogique, le ministre de la Santé a informé qu'une commission mixte santé-enseignement supérieur a été mise en place pour étudier tous les aspects en rapport avec l'amélioration des conditions de leur formation et de leur encadrement. Cette commission a commencé ses travaux et une proposition sera faite au secteur de l'enseignement



supérieur pour étudier les conditions de son éventuel élargissement à des représentants des médecins résidents. Le ministre

de la Santé a demandé également aux DDS de faire remonter l'information au niveau du ministère. Le Pr Hasbellaoui, juge

«incompréhensible» que le secteur de la santé soit géré avec «une mentalité obsolète». Par ailleurs, le ministre a indiqué

avoir «reçu tout le monde», ajoutant que «les portes du dialogue restent ouvertes». Pour rappel, le mouvement de protestation des médecins résidents s'est radicalisé après l'échec des négociations entre les membres du Collectif autonome des médecins résidents algériens (Camra) et le ministre de la Santé, Mokhtar Hasbellaoui. Les médecins résidents ont entamé un mouvement de protestation pour réclamer, notamment, la suppression du service civil sous sa forme actuelle et l'amélioration de leurs conditions de travail et de formation. Une séance de travail entre le ministère de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière et les représentants dûment mandatés des résidents en sciences médicales était programmée hier, au siège du ministère, dans le cadre de la prise en charge des doléances des résidents en sciences médicales. En attendant des solutions concrètes, les structures publiques de santé sont paralysées. De nombreux rendez-vous, des consultations et des interventions chirurgicales ont été annulés. Le bras de fer opposant le ministre de la Santé aux médecins résidents prendra-t-il fin après cette énième réunion entre protestataires et leur tutelle ?

L. A. R.

Le Premier ministre malien, Soumeylou Boubèye Maïga

L'Algérie joue «depuis toujours un rôle essentiel» dans la stabilité du Mali

L'Algérie joue «depuis toujours un rôle majeur et essentiel dans la stabilité du Mali», a soutenu, hier à Alger, le Premier ministre malien, Soumeylou Boubèye Maïga. «L'Algérie joue depuis toujours un rôle majeur et essentiel dans la stabilité du Mali. A deux reprises au moins, elle est intervenue pour aider les Maliens à se retrouver entre eux, que ce soit en 1992 ou en 2015», a-t-il affirmé à son arrivée à l'aéroport international Houari-Boumediène. Il a ajouté qu'aujourd'hui, ce qui faisait «la pierre angulaire» de la politique malienne intérieure et extérieure du Mali, c'était l'accord de paix et de réconciliation au Mali, issu du processus d'Alger, soulignant que les relations entre les deux pays «pouvaient leur source dans une histoire commune». Il a rappelé, dans ce sens, que le président de la République, Abdelaziz Bouteflika, avait séjourné durant les années 60 à Gao (Nord du Mali), où il dirigeait le front Sud de la guerre de Libération de l'Algérie, affirmant que les relations entre les deux



pays «sont demeurées profondes et constantes». Il a relevé que sa visite s'inscrivait dans ce cadre, pour que les relations entre les deux pays, sur l'ensemble des domaines, puissent être à «la hauteur» de ce qu'elles sont au niveau institutionnel, affirmant qu'il avait réservé sa première visite officielle à l'international à l'Algérie. L'accord de paix et de réconciliation au Mali, signé dans une première étape en mai 2015, et dans une deuxième phase en juin de la même année, par toutes les parties maliennes à Bamako, avait été obtenu après cinq rounds de dialogue, engagé en juillet 2014 sous la conduite d'une médiation internationale, dont l'Algérie avait été le chef de file. Le Premier ministre malien est arrivé hier à Alger pour une visite de travail de deux jours, à l'invitation de M. Ouyahia. Cette visite, qui s'inscrit dans le cadre du dialogue et de concertation existant entre les deux pays, sera l'occasion pour M. Maïga d'examiner avec son homologue algérien

la coopération bilatérale et les perspectives de sa consolidation et de son élargissement. Elle permettra également d'aborder les questions régionales d'intérêt commun, notamment au Sahel».

Le Premier ministre malien se recueille à la mémoire des martyrs de la guerre de Libération

Le Premier ministre malien, Soumeylou Boubèye Maïga, s'est recueilli hier au Sanctuaire du martyr à Alger, à la mémoire des chouhada de la glorieuse guerre de Libération nationale. Accompagné du Premier ministre, Ahmed Ouyahia, et des membres du gouvernement, M. Maïga a déposé une gerbe de fleurs devant la stèle commémorative et observé une minute de silence à la mémoire des martyrs de la guerre de Libération.

Salem K./APS

Médéa/Apprentissage du Tifinagh

Une vingtaine d'écoliers participent à un concours

Une vingtaine d'écoliers participent à un concours d'apprentissage de la transcription berbère Tifinagh, organisé à Médéa à l'occasion de la célébration du nouvel an amazigh, sur une initiative conjointe de la maison de la culture Hassan-El-Hassani et la direction de l'Education. Ces compétiteurs en herbe, issus de différents

établissements du cycle primaire de la commune de Médéa, seront initiés, lors de la première étape de ce concours, à l'écriture de l'alphabet Tifinagh, composé de 27 lettres, dans le but de se «familieriser» avec la forme des lettres et d'identifier, par la suite, les lettres qui leur correspondent dans l'alphabet arabe, a expliqué à l'APS l'ani-

matrice de ce concours. L'objectif de cet exercice est de permettre à ces compétiteurs de bien maîtriser l'écriture de cet alphabet et de pouvoir, surtout, le mémoriser de façon qu'ils puissent être en mesure, à la fin de cette première étape d'apprentissage, de composer des mots, a indiqué Meriem Bouart. Le concours d'appren-

tissage englobe également une initiation au Tifinagh par l'image, à travers une illustration des saisons de l'année et le nom correspondant à chaque période, de certains objets familiers, ainsi que les symboles utilisés dans l'écriture Tifinagh, mais dans une version pour débutant, de manière à simplifier la tâche aux apprenants, a-t-elle

fait savoir. Les participants qui parviendront à écrire convenablement leur nom et à composer une phrase en Tifinagh seront récompensés lors de la cérémonie de clôture de la semaine spécial Yannayer qui a débuté le 10 janvier courant pour s'étaler jusqu'au 16 du mois

Anis T.

Subventions des prix de l'huile et du sucre

Près de 12 milliards de DA entre 2011 et 2017

■ Près de douze milliards de DA ont été décaissés par les pouvoirs publics entre 2011 et 2017, au titre des subventions des prix de l'huile alimentaire raffinée ordinaire et du sucre blanc, selon le ministère du Commerce.

Par Lyes B.

La compensation globale, mobilisée depuis la mise en œuvre au début de l'année 2011 d'un système de stabilisation des prix de l'huile brute alimentaire raffinée ordinaire et du sucre blanc jusqu'au 13 décembre 2017, s'est élevée à 11,81 milliards DA (mds DA), précisent des responsables de la Direction générale de la régulation et de l'organisation des activités auprès du ministère du Commerce. Quant aux dotations budgétaires allouées à ce chapitre depuis l'exercice budgétaire de 2012 à ce jour, elles se sont élevées à 19,8 mds DA. L'évolution du montant de la compensation des prix de l'huile alimentaire raffinée ordinaire et du sucre blanc décaissé fait ressortir que la subvention la plus importante de ces deux produits alimentaires avait été enregistrée en 2012 avec près de 3,2 mds DA. Par année, cette compensation s'était chiffrée à 2,1 mds DA en 2011, à 3,2 mds DA en 2012, à 2,61 mds DA en 2013, à 998,87 millions de DA en 2014, à 451,56 millions de DA en 2015, à 982,2 millions de DA en 2016 et à 1,47 mds DA en 2017, détaille la même source.



Pour rappel, le ministère du Commerce avait mis en œuvre un système de stabilisation des prix de l'huile alimentaire raffinée ordinaire et du sucre blanc, décidé par l'Etat au début de l'année 2011 à travers le décret exécutif du 6 mars 2011. Ce décret a fixé le prix plafond à consommateur ainsi que les marges plafonds à la production, à l'importation et à la distribution, aux stades de gros et de détail, de l'huile alimentaire raffinée ordinaire et du sucre blanc. Ce texte a ainsi fixé les prix plafonds des bidons d'huile ordinaire raffinée de 5 litres, de 2 litres et d'un litre respectivement à 600 DA, 250 DA et 125 DA, alors que les prix du kilogramme de sucre blanc vendu en vrac et préemballé ont été fixés respectivement à 90 DA et 95 DA. En mars 2016, un comité interministériel composé des représentants des ministères, respectivement, des Finances, du Commerce et des Transports, chargé de l'examen et de l'éva-

luation des demandes de compensation avait été créé.

Plus de 5 milliards de DA alloués en 2017 au Fonds régional de compensation des frais de transport

Par ailleurs, une enveloppe financière de 5,27 mds DA a été allouée, au titre de l'exercice 2017, au Fonds de compensation des frais de transport dans le sud du pays. Cette enveloppe financière a été répartie entre un montant de 3,27 mds DA pour couvrir les besoins de 2017, et 2 mds DA pour l'assainissement des dettes détenues par les opérateurs affiliés à ce fonds régional. A ce propos, le directeur général de la régulation et de l'organisation des activités au ministère du Commerce, Abdelaziz Ait Abderrahmane, avait indiqué que pour corriger les dysfonctionnements que connaît ce fonds, il est impératif de réviser le dispositif

réglementaire le régissant, d'assainir les dettes cumulées dans le cadre du dispositif de ce compte spécial et de délimiter le périmètre d'approvisionnement. Il est également nécessaire, selon lui, de réviser la liste des produits éligibles et du barème, lequel est fixé actuellement à 3 DA la tonne kilométrique transportée pour l'inter-wilayas, et à une fourchette entre 1,8 DA et 9 DA, selon l'état des itinéraires, pour la tonne kilométrique transportée en intra-wilaya. Il a aussi été préconisé la suspension du dispositif pour les wilayas dont le nombre d'adhérents est faible, voire nul (Naâma, El-Bayadh, El-Oued, Ouargla et Ghardaïa), la relance des inspections des services, la mise en place d'un dispositif pour l'évaluation des besoins réels et la révision de la convention du fonds avec les adhérents. Plusieurs anomalies ont été constatées dans le fonctionnement de ce fonds créé en 1996. En matière d'approvisionnement, il a été observé que les produits

transportés portent essentiellement sur la farine, la semoule, le sucre, l'huile et les légumes secs alors que la liste est plus large. En effet, les produits éligibles au remboursement des frais de transport par ce fonds se composent aussi des laits destinés à la consommation humaine (adultes et infantiles), la farine infantile, le café, le thé, le concentré de tomate, les blés dur et tendre, la poudre de lait, la levure, le riz, les pâtes alimentaires, les aliments de bétail, le savon de ménage et en poudre, la pomme de terre, les articles et fournitures scolaires, la presse écrite, le gaz butane, les médicaments, les matériaux de construction (rond à béton, bois et treillis soudé) et le gaz en vrac destiné à l'enfûtage. L'autre constat relevé est que l'approvisionnement se fait parfois à partir de wilayas lointaines alors que des produits éligibles à ce dispositif sont disponibles dans des zones plus proches des régions concernées. Sur le plan de la gestion financière des dossiers de remboursement, il a aussi été relevé des lourdeurs dans l'examen des dossiers par les services du ministère des Finances, ainsi que des lenteurs dans la procédure administrative relative au virement de la dotation financière. Actuellement, dix wilayas sont concernées par ce dispositif : Adrar, Tamanrasset, Béchar, Illizi, Ouargla, El Oued, Ghardaïa, Naâma, El Bayadh et Tindouf. En versant des compensations aux opérateurs activant dans l'approvisionnement de ces wilayas, le Fonds de compensation des frais de transport dans le sud du pays vise à préserver le pouvoir d'achat des citoyens résidant dans les régions du sud du pays pour les produits de première nécessité et de certains matériaux de construction de base, et à développer l'activité commerciale au niveau de ces régions.

L. B.

Travaux publics et transports

Mettre en œuvre tous les projets programmés

Le ministre des Travaux publics et des Transports, Abdelghani Zaalane, a affirmé à Alger, que son secteur œuvrait activement à la mise en œuvre de tous les projets programmés et contribuer à la réunion des conditions favorables à la relance économique. Lors d'une séance plénière de l'Assemblée populaire nationale (APN), consacrée aux questions orales, le ministre a mis en avant l'attachement de son secteur à poursuivre la mise en œuvre de tous les projets programmés pour leur réception dans les délais et contribuer ainsi au soutien des efforts de développement et à la relance économique escomptée. Répondant à la question du député Hakim Berri (RND), sur les démarches et les mesures prises pour la restauration et le dédoublement des deux routes nationales n° 28 et n° 78 reliant Barika (Batna) aux wilayas de M'sila et de Biskra, M. Zaalane a fait savoir que les deux projets ont été inscrits et proposés au ministère des Finances. Concernant la route nationale n° 28 reliant Barika aux frontières de la wilaya de M'sila, le ministre a indiqué que le projet a été inscrit en tant que priorité dans le programme de maintenance au titre du projet budgétaire en

2018 pour un montant global de 400 millions de dinars. «Un projet a été proposé au ministère des Finances pour le dédoublement de cette route», a précisé le ministre, soulignant «sa priorité dans le cadre d'un plan d'orientation du réseau routier dans la wilaya de Batna». S'agissant de la route nationale n° 78 reliant Barika à Biskra, le premier responsable du secteur a déclaré que cette voie ne nécessitait pas des travaux de maintenance urgents. Par ailleurs, le ministre a évoqué quelques projets réalisés récemment dans le wilaya de Batna, notamment la pénétrante vers l'autoroute en direction de la wilaya d'Oum El Bouaghi via la commune de Bir Chouhada, le dédoublement des deux routes nationales n° 3 et n° 75, la réalisation d'un échangeur au niveau des deux routes nationales n° 3 et n° 77 outre 10 ouvrages d'art, précisant que ces projets ont été récemment réceptionnés.

En réponse à la question du député Naoum Ben Lakhder (FLN) relative au taux d'avancement des travaux de réalisation de la ligne ferroviaire reliant Laghouat et Bougezoul en passant par Djelfa ainsi que la non programmation d'une ligne ferroviaire reliant Bougezoul et Blida, le

ministre a affirmé que ligne en question s'inscrit dans le programme du développement économique, soulignant son importance au regard de l'impact positif sur les volets social et économique.

La réalisation de ce projet reliant le nord au sud du pays facilitera les déplacements des citoyens dans de bonnes conditions, permettra le désenclavement des régions isolées et allégera la pression sur le réseau autoroutier au Sud et Hauts-Plateaux. Soulignant la réalisation en cours de 2 300 km de voies ferrées, le ministre a rappelé que le défi à relever pour son secteur est l'extension du réseau ferroviaire à 6 300 km. Concernant la tranche reliant Laghouat à Djelfa sur une distance de 120 km, le ministre a fait savoir que le taux d'avancement des travaux est de 80%, évoquant l'éventualité de sa réception fin 2019. Pour la tranche reliant Djelfa et Bougezoul sur une distance de 140 km, il a indiqué que le taux est de 61% et que le projet pourrait être livré fin 2019. «Des mesures ont été prises pour booster ces chantiers confiés à des entreprises nationales», a affirmé M. Zaalane. Concernant les raisons de la non programmation d'une ligne ferroviaire

reliant Bougezoul à Blida ou Alger, le ministre a indiqué qu'un projet reliant Bougezoul à Cheffa est prévu, rappelant le lancement en 2013 d'une ligne reliant Bougezoua à Alger sur une distance de 40 km, dont les travaux sont à l'arrêt en raison du gel imposé par le conjoncture financière. S'agissant de la tranche reliant Ksar El Boukhari à Cheffa sur une distance de 110 km, le ministre a indiqué que l'étude est en phase de finalisation, affirmant que les travaux de ces deux tranches seront lancés dès la levée du gel pour reliaer Djelfa à Alger. Par ailleurs, M. Zaalane a souligné que la wilaya de Djelfa bénéficiera de plusieurs projets en cours de réalisation à l'instar de la ligne ferroviaire reliant Tissemsilt à Bougezoul sur une distance de 42 km, et dont le taux d'avancement est de 80%. Une ligne ferroviaire reliant M'sila à Bougezoul transitant par Djelfa sur une distance de 45 km est en cours de réalisation avec un taux d'avancement de 83%, a ajouté le ministre qui a fait état en outre d'une étude portant réalisation d'une ligne ferroviaire reliant El Bayadh et Djelfa en passant par Afllou et par là même Djelfa à Bousaâda sur une distance de 105 km.

Mehdi A.

Ouargla/ Blidet-Amor

Les artisanes activent inlassablement pour sauvegarder le patrimoine amazigh

■ Les inlassables efforts des femmes artisanes de la région de Blidet-Amor, dans la wilaya déléguée de Touggourt (160 km au nord de Ouargla), en matière d'activités d'artisanat dénotent de l'attachement et de la passion de cette frange sociale à leur legs amazigh, fierté de cette localité nichée au sud de Oued-Righ.

Par Lyes B.

L'adhésion de nombreuses artisanes aux associations locales versées dans la valorisation du patrimoine séculaire est une preuve de cette action laborieuse de conservation menée par ces femmes qui oeuvrent d'arrachepied à préserver ce label en estampillant leurs œuvres de signes et motifs puisés du fond amazigh et à marquer leur attachement à leur patrimoine séculaire symbolisant ses sources et identité amazighes. Approchées par l'APS, de nombreuses artisanes de la région s'accordent à mettre en valeur les démarches de la promotion de l'amazighité, en l'occurrence l'institutionnalisation par le Président de la République Abdelaziz Bouteflika, du 12 janvier, fête de Yennayer chômée et payée, qui constitue, à leurs yeux, un immense acquis susceptible de consolider l'identité nationale et de promouvoir la culture nationale dans toutes ses variantes à travers le territoire national. Evoquant l'artisanat dans la région de Blidet-Amor, Samiha Bekkouche, membres de l'association «Affak» (perspectives) a indiqué qu'elle tient, pour exprimer son amour et attachement à son patrimoine amazigh, à matérialiser cette appartenance à travers des signes et motifs exprimés en Tifinagh sur les produits tissés, dont la Kachabia (sorte de manteau), Bekhnoug (châle), le Houli (voile) et autres habits traditionnels. Fatma Ghetas, artisane douée dans l'art culinaire traditionnel, a, de son côté, mis en avant l'importance de l'ouverture, dans la région, d'écoles de formation dans les activités artisanales et la promotion des objets valorisant le patrimoine amazigh.

Mettre en valeur le patrimoine amazigh de la région

Dans le même sillage, des associations locales, s'intéres-



R.F. - D.R.

sant au patrimoine matériel et immatériel, s'emploient, parmi la variété de leurs activités culturelles, à sauvegarder la richesse du patrimoine amazigh encore vivant dans la région, à travers le répertoire du legs immatériel, dont la poésie et les chants amazighs, les contes, en plus de l'enregistrement de témoignages de personnes âgées en vue de le préserver, selon des responsables d'associations. Pour consolider ces efforts de promotion de l'amazighité dans la région, il est relevé la mise en place, en janvier 2017, d'un conseil scientifique linguistique de la variante amazighe «Righi», relevant de l'association «Iqra» de Blidet-Amor pour la culture et le développement scientifique, chargé entre autres objectifs de la collecte, en coordination avec les vœux de la région d'expressions linguistiques Righies et leur réhabilitation. Youcef Ghetas qui s'intéresse à la langue amazighe a, dans ce cadre, élaboré un dictionnaire amazigh de la variante «Righie» de 60 pages, non encore publié,

comportant des termes et paronymes, des verbes, des noms, des déterminants et noms d'animaux. Selon lui, de nombreux acteurs locaux à Blidet-Amor entendent œuvrer à authentifier et documenter la variante amazighe Righie, établir ses règles grammaticales, intensifier les rencontres en vue de trouver les moyens et mécanismes permettant de pérenniser cette variante auprès des nouvelles générations, et soutenir sa promotion avec le concours du Haut commissariat à l'amazighité (HCA). M. Ghetas a ainsi fait part, pour conforter les efforts d'utilisation et de promotion de la variante Righie, de l'ouverture d'une classe, en première année primaire, pour l'enseignement de cette langue, une démarche que bon nombre d'intervenants ont salué et qualifié de «positive» dans la généralisation graduelle de l'enseignement et l'utilisation de cette variante amazighe. La localité de Blidet-Amor, ancienne appelée «Adjelou», est l'une des régions du Grand Touggourt où la diversité linguistique amazi-

ghe est ancrée depuis la nuit des temps, allant de la variante «Righie», renvoyant à la région de Oued Righ, à la variante «Hachanie» en référence à la communauté de R'jal El-Hachane (hommes des petits palmiers), a expliqué Lamine Boukhellat, président de l'association «El-Fedjr» pour le tourisme et le patrimoine de Blidet-Amor. Au volet célébration du nouvel an amazigh 2968, un riche programme festif a été concocté par les autorités locales de la wilaya déléguée de Touggourt. Placé sous le slogan «Algérien et fier de mon amazighité», le programme, qu'abrite la maison de jeunes de Blidet-Amor et le centre culturel de la localité de Ghamra, prévoit une exposition d'œuvres et objets traditionnels, de produits de l'artisanat, ainsi que des chants et des soirées artistiques en amazighe, des jeux traditionnels, et la présentation de communications sur le patrimoine socioculturel de la région.

L. B./APS

Prévu du 24 au 27 janvier à Oran

160 exposants au Salon international de l'agriculture

Plus de 160 exposants prendront part à la 3e édition du Salon international de l'agriculture (Agiro-Expo 2018), prévue au Centre des conventions d'Oran du 24 au 27 janvier courant, a-t-on appris auprès du Commissaire de l'évènement. «Tous les secteurs d'activités et métiers liés à l'agriculture seront représentés à ce salon comme le machinisme agricole, l'élevage, l'aviculture, le phytosanitaire, la filière-lait, l'élevage, l'irrigation, les laboratoires, les organismes publics et chambres d'agriculture», a fait savoir Chams Eddine Belhadj. Organisé par l'agen-

ce XPosium-Events, cet évènement verra la participation d'une dizaine de pays étrangers, dont la France, l'Espagne, la Tunisie, l'Allemagne, l'Inde, la Pologne, la Belgique, les Etats-Unis et l'Indonésie, présente pour la première fois. Un programme de conférences accompagnera le salon, durant trois jours, avec de nombreuses communications, présentées par des experts, des chercheurs et des spécialistes nationaux et étrangers, sur divers thèmes en rapport avec l'actualité du secteur en Algérie, notamment la technologie au service de l'agriculture, a indiqué le

Commissaire de l'évènement. Les visiteurs du salon auront, par ailleurs, l'occasion de découvrir une bonne partie de la riche collection des pièces rares et uniques du musée de l'agriculture de Sidi Bel-Abbès, qui seront exposées en marge du salon, a-t-il révélé. Un espace innovation sera aménagé permettant au public de découvrir, entre autres, les premiers modèles de machines d'oléiculture, conçus et fabriqués par des inventeurs algériens, a-t-il encore relevé.

Hocine A.

Batna Une ambiance joyeuse marque la célébration d'«Amenzou Ninar» à Ghoufi

LA MANIFESTATION

«Amenzou Ninar», organisée dans le village de Ghoufi, dans la commune de Ghassira (wilaya de Batna), par l'association les amis de Medghassen, a eu lieu dans une ambiance joyeuse rehaussée par les salves de baroud et les chants folkloriques authentiques. Cette manifestation, dont le coup d'envoi a été donné par le ministre du Tourisme et de l'Artisanat, Hacène Marmouri, comporte notamment une exposition de photographies intitulée «Les Aurès, un patrimoine, une mémoire et une résistance», mettant en valeur la richesse du patrimoine de la région dans ses dimensions culturelle et touristique. Initiée avec le concours des associations «Ghoufi tourisme» pour la protection du patrimoine et des jeunes de Ghoufi, ainsi que la commune de Ghassira, cette manifestation, de deux jours, comprend également une exposition de plats traditionnels, de poteries, de produits de tissage et les biens matériels de la maison aurésienne traditionnelle. Le président de l'association «les amis de Medghassen», Azzedine Guerfi, a indiqué lors d'une journée d'étude, organisée à l'occasion du nouvel an amazigh, que la manifestation met en lumière le patrimoine matériel et immatériel des Aurès, principalement le rituel de la célébration de yennayer à Oued Labiodh afin de le «protéger pour la postérité». Dans cette perspective, l'association les amis de Medghassen a initié depuis plusieurs années une série d'actions, dont la valorisation du site abandonné de Thaurir et la création d'un centre culturel et touristique qui fournit diverses informations sur la région et son patrimoine aux touristes nationaux et étrangers, a-t-il indiqué. M. Guerfi a estimé également nécessaire de réhabiliter les anciennes constructions de Thaurir, en collaboration avec l'association algérienne de protection du patrimoine et de développement et les propriétaires de ces constructions situées en contrebas de ce centre. Il a également relevé la nécessité de réhabiliter les 32 locaux du vieux marché de Ghoufi qui fut un site commercial très important dans la région. Les festivités se poursuivront samedi avec l'organisation d'un cross entre les deux villages de Sabaâil et Ghoufi et de jeux traditionnels réputés comme «Thakoureth» et «El Medjbed».

R.R.



Libye

L'ONU insiste sur la mise en œuvre de l'accord politique

■ Le secrétaire général adjoint de l'ONU pour les Affaires politiques, Jeffrey Feltman, qui poursuivait sa visite en Libye, a réaffirmé l'engagement de l'organisation à soutenir la mise en œuvre intégrale de l'accord politique libyen, soulignant qu'il existe une réelle opportunité de ramener la stabilité en Libye et appelant les Libyens à un «consensus politique inclusif» avant les élections, notamment avec la fin des opérations militaires dans l'ouest du pays.

Par Amel N.

A l'issue de sa rencontre avec le chef de l'Union nationale (GNA) libyen, Fayez al-Serraj, dans la capitale Tripoli, les deux responsables ont discuté des derniers développements politiques en Libye et de l'importance d'une loi électorale et d'une loi sur le référendum constitutionnel. M. Feltman a réaffirmé, à cette occasion, «l'engagement des Nations unies à soutenir la mise en œuvre totale du processus (politique) libyen annoncé en septembre l'an dernier par l'Envoyé spécial de l'ONU pour la Libye, Ghassan Salamé». «Les Nations unies exhortent tous les acteurs libyens à s'engager au plus tôt dans un processus politique inclusif permettant des élections justes et crédibles. Les partis et leaders libyens estiment que la tenue d'élections est le seul moyen d'atteindre une stabilité globale», a-t-il déclaré. M. Feltman a expliqué que l'objectif est de mettre fin à cette phase de transition à travers «un processus pacifique incluant toutes les parties avec la mise en place d'un gouvernement qui sera l'aboutissement de la volonté du peuple libyen», tout en reconnaissant que le parcours reste encore long et que des élections crédibles nécessitent «une entente en matière d'accords politiques, de soutien technique, d'un cadre législatif qui doit encore être mis en place mais également des conditions de sécurité afin de permettre le déroulement d'élections dans toute la Libye». Le responsable onusien a en outre réaffirmé que «les Nations unies soutiennent la Feuille de route en Libye et apporteront un soutien technique sans limite au processus démocratique l'année prochaine», affirmant que l'accord politique libyen de 2015 «reste le seul cadre viable» pour mettre fin à la période transitoire. En septembre dernier, le chef de la Mission d'appui des Nations unies en Libye (Manul), Ghassan Salamé, a proposé un plan d'action pour mettre fin à la crise politique et sécuritaire en Libye, comprenant un amendement de l'accord politique parrainé par l'ONU et la tenue d'élections présidentielle et législative en 2018.

Al-Sarraj s'engage à tenir les élections en 2018

Pour sa part, le chef de l'Union nationale libyen, Fayez Al-Sarraj, a souligné l'engagement de tenir des élections

en Libye en 2018, affirmant qu'il «ne permettra pas un vide rempli de chaos et de violations et d'infiltration de l'extrémisme et du terrorisme», appelant les Libyens à s'inscrire et à participer aux élections. Il a souligné que la Commission électorale nationale libyenne avait commencé à préparer le scrutin et que des pays et organisations étaient prêts à contribuer à l'équipement et la supervision, soulignant que le rétablissement de la stabilité en Libye nécessite l'effort de tous les Libyens. La Haute commission électorale libyenne a récemment annoncé que près de 2 millions d'électeurs sur une population de 6 millions de personnes, s'étaient inscrits sur le registre électoral. De son côté, le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, avait fait part de sa détermination à soutenir les Libyens qui œuvrent en faveur d'un référendum sur la constitution, l'organisation d'élections et la réconciliation locale et nationale comme stipulé par la Feuille de route proposée par M. Salamé. Dans ce contexte, l'ambassadeur italien en Libye, Giuseppe Peroni, a déclaré que «la Libye doit surmonter la phase de transition actuelle et mettre en place des institutions permanentes dans le pays, ce qui ne peut se faire que par des élections législatives et présidentielles». Il a indiqué que la tenue d'élections en Libye «ne diminue pas l'importance des autres processus, tels que la poursuite du

dialogue entre le Conseil suprême et la Chambre des représentants et le référendum sur la Constitution, mais ils ne peuvent être évités».

Fin des opérations militaires dans l'Ouest, discussions pour une armée unifiée

Sur le plan sécuritaire, les forces du gouvernement d'entente libyen soutenu par l'ONU et le Conseil municipal de la ville de Zouara, à l'ouest du pays, ont convenus de mettre un terme à toutes les opérations militaires menées dans la région par les forces gouvernementales de la Zone militaire occidentale, conduites par Osama Joueili. «Un accord a été conclu pour interrompre les opérations militaires d'Abi Kamash à la frontière tunisienne», avait dit le doyen du Conseil municipal de Zouara, Hafeth Ben-Sasi. L'accord comprend également un appel lancé en vue d'une rencontre entre l'administration de la frontière, la Direction de la sécurité de Zouara, et M. Osama Joueili, pour discuter des arrangements de la région en matière de sécurité, a ajouté M. Ben-Sasi. Il a également dit que le poste frontalier de Ras Jedir, entre la Libye et la Tunisie, avait officiellement rouvert, après sa fermeture vendredi pour des raisons de sécurité. Les forces de la Zone militaire occidentale ont lancé vendredi une opération militaire dans



l'ouest de la Libye afin de lutter contre l'insécurité et la contrebande. A cette fin, le président du Conseil d'état suprême, Abd Rahmane Al-Suhaili et Mahdi Barghouthi, ministre de la Défense du gouvernement d'entente nationale, ont discuté mardi d'une unification de l'armée libyenne sous les auspices des Nations unies ainsi que de l'évolution de la situation militaire

dans le pays, des obstacles les plus importants et des défis auxquels est confronté le ministère de la Défense et des moyens de les surmonter. Le ministre de la Défense a souligné, à cette occasion, la «nécessité d'impliquer tous les officiers de l'armée libyenne de l'Ouest, de l'Est et du Sud dans ces efforts sans exception, loin des initiatives individuelles».

A. N./APS

Sahara occidental / Résolutions de l'Eucoco

Le comité de suivi de l'application se réunit au siège du MAE sahraoui

Les membres du Comité de suivi de l'application des résolutions de la Conférence européenne de soutien et de solidarité avec le peuple sahraoui (Eucoco) a passé en revue au siège du ministère des Affaires étrangères sahraoui, au camp Chadid El-Hafed des réfugiés sahraouis, les recommandations issues de la conférence de Paris en octobre dernier. Ils ont évoqué, lors de cette rencontre conduite par le président du Parlement sahraoui Khatri Eddouh, les conclusions de la rencontre de coordination entre les régions sahraouies concernées par l'application des résultats de travaux de la coordination européenne de solidarité avec le peuple sahraoui. La rencontre a également permis d'aborder des questions essentielles susceptibles d'élargir les soutiens politique et humanitaire et de consolider les campagnes de sensibilisation autour du droit du peuple sahraoui à l'autodétermination et à l'indépendance, conformément aux résolutions des Nations unies et de l'Union africaine, et d'assurer aussi une présence qualitative de plusieurs pays pour plaider et intervenir au niveau de la 4^e commission de l'ONU

de décolonisation. Les participants ont, par ailleurs, mis l'accent sur la nécessité de mener des campagnes de sensibilisation et de mobilisation de l'opinion internationale en faveur de la reconnaissance de l'Etat sahraoui à travers, entre autres, l'approche des partis, des Parlements, de la société civile et des syndicats. D'autres questions de grande importance ont été débattues, à l'instar des droits de l'Homme et de l'intensification de l'action dans le cadre d'une campagne internationale pour la libération, de l'ensemble des détenus politiques crouissant dans les geôles marocaines, et l'adhésion à la démarche du plus grand nombre d'avocats internationaux de différents pays européens. S'agissant des ressources naturelles, les membres de la commission ont souligné l'importance de bénéficier de l'expérience de l'association britannique ayant introduit une action en justice contre l'accord de pêche, et de rechercher d'autres associations pour actionner la justice contre les pays et les sociétés impliquées dans le pillage des ressources naturelles sahraouies. L'accent a aussi été mis, lors de cette rencontre, sur la

nécessité d'œuvrer pour la promulgation de recommandations du Parlement européen en faveur de l'accroissement de l'aide humanitaire à hauteur de ce qu'elle était en 1998, d'initier une large campagne d'explication et de vulgarisation de la situation et des besoins des réfugiés sahraouis et d'intensifier et de coordonner les efforts visant à amener le Haut commissaire aux réfugiés, ainsi que la directrice du programme d'aides de l'Union européenne «Echo» et de la directrice de l'Agence suédoise de coopération internationale, à entreprendre une visite dans les camps sahraouis. Plusieurs responsables et ministres du gouvernement sahraoui, ainsi que des représentants de la société civile sahraouie, ont pris part à la rencontre. La délégation de parlementaires algériens, conduite par le président de la Commission des Affaires étrangères, de la coopération et de la communauté à l'étranger, Abdelhamid Si-Affif, a eu, pour sa part, l'occasion de visiter le siège de l'association des disparus et des détenus sahraouis, et de s'enquérir de près des doléances de cette association de défense des droits de l'Homme.

R. M.



Iran

Trump reste dans l'accord sur le nucléaire mais lance un ultimatum

■ Les Etats-Unis restent pour l'instant dans l'accord historique de 2015 sur le nucléaire iranien mais Donald Trump a lancé vendredi un ultimatum aux Européens afin qu'ils l'aident à le durcir dans les prochains mois s'ils veulent éviter un retrait pur et simple de Washington.

Par Rosa C.

Le président américain a confirmé la suspension des sanctions économiques contre l'Iran levées dans le cadre de cet accord conclu avec Téhéran et les autres grandes puissances (Chine, Russie, France, Allemagne et Royaume-Uni). Mais la Maison-Blanche a prévenu qu'il s'agit «de la dernière suspension». «C'est la dernière chance», a lancé Donald Trump dans un communiqué, exigeant un «accord» avec les Européens pour «remédier aux terribles lacunes» du texte, que tous les autres signataires défendent mordicus car il est censé empêcher l'Iran de se doter de l'arme atomique. «En l'absence d'un tel accord avec les Européens, les Etats-Unis réimposeront les sanctions liées au nucléaire iranien», a-t-il prévenu, ce qui signifierait la mort immédiate du pacte conclu il y a deux ans et demi à Vienne. «Et si à tout moment j'estime qu'un tel accord n'est pas à notre

portée, je me retirerai de l'accord» de 2015 «immédiatement», a-t-il menacé. Le ministre iranien des Affaires étrangères Mohammad Javad Zarif a aussitôt dénoncé «des tentatives désespérées de saboter un accord multilatéral solide» qui, a-t-il insisté, «ne peut être renégocié». Concrètement, l'ultimatum américain laisse 120 jours, jusqu'à la prochaine échéance de suspension des sanctions, pour trouver une entente avec les Européens sur «un accord de suivi» visant à durcir les conditions du texte initial, a expliqué un haut responsable de l'administration américaine. Et ce, sans inclure dans le processus les Iraniens, pourtant signataires de l'accord de Vienne. Parallèlement, Donald Trump a appelé une nouvelle fois le Congrès américain à adopter une loi durcissant unilatéralement les exigences à l'égard de l'Iran et permettant à Washington de rétablir automatiquement les sanctions sur le nucléaire si Téhéran ne respecte pas ces conditions.

Autant de demandes jugées «irréalistes» par le groupe de pression Diplomacy Works, créé par l'ex-secrétaire d'Etat américain John Kerry pour défendre l'accord de Vienne.

Donald Trump juge que le pacte conclu par l'administration de son prédécesseur démocrate Barack Obama n'est pas assez sévère et qu'il a mené la communauté internationale à fermer les yeux sur l'action «déstabilisatrice» de l'Iran au Moyen-Orient et sur le développement de missiles balistiques par Téhéran. «Le régime iranien est le premier Etat soutien du terrorisme au monde», a-t-il réaffirmé vendredi. Le président républicain avait donc refusé mi-octobre de «certifier» devant le Congrès que le régime iranien respectait l'accord. Mais jusqu'ici, cette «non-certification» est restée symbolique. S'il a accepté, à contrecœur, de signer une «dernière» fois leur suspension, il a aussi choisi de maintenir la pression en imposant de nouvelles sanctions ciblées non liées au programme nucléaire – ce que les autorités iraniennes considèrent comme une manière indirecte de les empêcher de profiter des nombreuses retombées positives attendues de l'accord. Le Trésor américain a ainsi sanctionné vendredi 14 personnes ou entités iraniennes pour des «violations des droits de l'homme» ou en lien avec le programme balistique de Téhéran. Ces mesures visent notamment le chef de l'Autorité judiciaire



Sadegh Amoli Larjani. Selon un haut responsable de l'administration Trump, cela revient à frapper «le sommet du régime» et «aura des conséquences politiques sérieuses». La prison de Rajaei Shahr, où «sont emprisonnés de nombreux Iraniens qui ont récemment protesté contre leur gouvernement», dans une vague de manifestations qui a fait 21 morts, est aussi visée. Reste à connaître les conséquences des annonces américaines. Berlin et Londres ont défendu vendredi l'accord nucléaire, tout en précisant prudemment vouloir «discuter» avec leurs partenaires européens. Réunis jeudi à Bruxelles, les Européens avaient de nouveau fait bloc autour de l'accord de Vienne, rappelant que l'Agence internationale pour l'énergie atomique (AIEA) confirme régulièrement son respect par Téhéran. L'Union européenne va mener des consultations internes, a affir-

mé un porte-parole vendredi, précisant que l'UE était «engagée dans la continuation de la mise en œuvre pleine et effective» du pacte scellé en 2015. Mais les ministres européens ont aussi évoqué les nombreux autres sujets de contentieux, comme pour mieux signifier à Washington qu'ils entendent ses critiques véhémentes. Ils ont fait part à Mohammad Javad Zarif de leurs «préoccupations» sur les missiles balistiques, sur les récentes manifestations, ou encore sur le soutien iranien au régime du président syrien Bachar al-Assad, au Hezbollah libanais et à la rébellion houthis au Yémen. Selon un rapport de l'ONU auquel l'AFP a eu accès vendredi, l'Iran a violé l'embargo sur les armes des Nations unies au Yémen en laissant les rebelles s'approvisionner en drones et missiles balistiques tirés vers l'Arabie saoudite. R. C.



Points chauds

Changement

Par Fouzia Mahmoudi

Cela fait quelque temps déjà que l'idée de changer le nom du Front National flotte dans l'air au sein du parti d'extrême droite. Pour certains cela est en effet la condition sine qua non pour un changement d'image auprès des électeurs français qui continuent, dans une grande majorité, à considérer le FN comme un mouvement raciste et xénophobe. Pourtant, depuis quelques années Marine Le Pen a tout fait dès son arrivée à la tête du parti frontiste pour lisser son image sulfureuse et pour le dédramatiser auprès des Français. Une tâche difficile, tant le FN a un long passif jalonné des coups d'éclats de son président historique, Jean-Marie Le Pen. Et ce dernier justement intervient aujourd'hui dans les médias pour revenir sur un possible changement de nom et pour comme l'on s'y attend, s'y opposer fermement. En effet, le patriarche a estimé cette semaine que «l'abandon du nom» du FN, souhaité par sa fille, serait «une véritable trahison» des militants et électeurs du parti. «L'abandon du nom Front National, en tout état de cause, serait plus qu'une faute, une véritable trahison des militants et des électeurs qui depuis 45 ans supportent le FN», a jugé sur Twitter le co-fondateur du parti d'extrême droite. «L'acharnement de Marine Le Pen à vouloir supprimer la présidence d'honneur et le nom du Front National a un caractère pathologique», a poursuivi Le Pen, en conflit ouvert avec sa fille depuis plusieurs années. «On peut légitimement douter des résultats de la consultation qui, selon les sources, sont majoritairement hostiles à ces changements», a-t-il encore écrit. Cette question faisait partie du questionnaire envoyé aux 51 000 adhérents à jour de cotisation, en vue du congrès, prévu les 10 et 11 mars à Lille, et de la refondation du parti. Elle faisait aussi débat la semaine dernière au sein du FN, le porte-parole Sébastien Chenu «espérant» que le changement interviendrait. Gilbert Collard jugeant, lui, que cela «ne servirait strictement à rien». Marine Le Pen plaide depuis un moment déjà en faveur de ce changement de nom. Invité sur LCP, le député apparenté FN du Gard, Gilbert Collard a, lui, exprimé son opposition au changement : «Je suis très paradoxal. J'ai été le premier à dire qu'il fallait changer de nom. Et puis maintenant j'en arrive à me dire que ça ne servira strictement à rien», a-t-il dit. «Je pensais que changer de nom favoriserait le processus de dédramatisation et puis je me rends compte que de toute manière, quel que soit notre nom, même si on s'appelait "la baie des anges", on nous stigmatiserait», a-t-il expliqué. Mais Marine Le Pen elle finira certainement par avoir le dernier mot, espérant probablement qu'effacer le nom de «Front National» lui permettra de faire oublier son échec de la dernière élection présidentielle, et de repartir à neuf avec un nouvel emblème. F. M.

États-Unis

Trump visé par un déluge de condamnations après ses propos «racistes»

«Racistes», «abjects» et «bles-sants», les propos de Donald Trump sur l'immigration en provenance de «pays de merde» ont provoqué un torrent d'indignation à travers le monde qui ne tarissait pas dans la nuit de vendredi à hier, l'Afrique entière réclamant des excuses. D'une même voix, dans un langage d'une rare dureté, les 54 ambassadeurs du groupe africain à l'ONU ont exigé une «rétractation» au président américain, condamnant des «remarques scandaleuses, racistes et xénophobes». Ils se sont dit préoccupés par la tendance «grandissante» de l'administration Trump «à dénigrer le continent, et les gens de couleur». Le Sénégal et le Botswana ont convoqué chacun l'ambassadeur américain. Le gouvernement haïtien a lui dénoncé ces propos «odieux et abjects» qui, s'ils étaient avérés, seraient à tous égards «inacceptables car ils refléteraient une vision simpliste et raciste». Comme souvent, c'est via Twitter que le président américain

a réagi à cette nouvelle polémique qu'il a lui-même suscitée et qui le met en difficulté au moment où il tente de trouver un compromis au Congrès sur le dossier sensible de l'immigration. «Le langage que j'ai utilisé lors de la réunion était dur mais ce ne sont pas les mots utilisés», a affirmé le milliardaire dans une formule alambiquée. Quelques minutes plus tard, le sénateur démocrate Dick Durbin, présent lors de la réunion, assurait pourtant que le président avait bien utilisé «plusieurs fois» l'expression injurieuse. «Les mots utilisés par le président tels qu'ils m'ont été rapportés directement par ceux qui ont participé à la ren-contre n'étaient pas "durs", ils étaient abjects et répugnants», a ajouté en écho le sénateur républicain Jeff Flake, un conservateur opposé à Donald Trump. Sollicitée jeudi soir sur ces propos, la Maison-Blanche n'avait pas contesté ou démenti, se bornant à souligner que M. Trump se battrait «toujours pour le peuple

américain». Dans un étrange téléscopage, le président américain a signé vendredi en milieu de journée une déclaration en l'honneur de Martin Luther King, qui sera célébré à travers les Etats-Unis lundi, jour férié. Au cours d'une brève cérémonie, il a loué «le rêve d'égalité, de liberté, de justice et de paix» du militant noir des droits civiques. Salueant un homme qui a «changé le cours de l'histoire», il a ignoré les questions qui lui ont été posées à l'issue de son allocution. Presque simultanément, à quelques kilomètres de là, le chef de la diplomatie américaine Rex Tillerson faisait l'éloge de la «diversité» et défendait les «valeurs américaines» lors d'un discours sur le «respect». Au cœur des débats de la réunion désormais célèbre de jeudi à la Maison-Blanche : la régularisation de centaines de milliers de clandestins arrivés jeunes aux Etats-Unis, et dont le statut temporaire accordé sous Barack Obama a été supprimé en septembre.



Afin d'inviter le public à s'intéresser à la culture et l'histoire amazighes

La pièce «Amenoukal» présentée à Constantine

■ La pièce théâtrale «Amenoukal», interprétée en chaoui et présentée au théâtre régional Mohamed-Tahar-Fergani de Constantine, véhicule un message invitant à montrer de l'intérêt à la culture et l'histoire amazighes, considérées comme un élément indissociable de l'identité nationale.

Par Abia Selles

Produite en 2015 par le théâtre de Constantine, la pièce théâtrale «Amenoukal» qui a été mise en scène par Karim Boudechiche, sur un texte de Aïssa Redaf, a relaté une heure durant l'histoire d'une journaliste s'intéressant à tout ce qui touche au patrimoine et la civilisation numide, répondant à l'invitation d'un ami, un architecte de profession, pour visiter le mausolée de Massinissa, où elle a été

impressionnée par les connaissances dont dispose son ami sur le site chargé d'histoire.

Les séquences de cette pièce, qui a suscité un intérêt manifeste du public présent, ont été ponctuées par des rythmes musicaux en rapport avec l'amazighité, et la chorégraphie a mis en relief l'étonnement et même les rêves de la journaliste qui a eu droit à un voyage à travers le temps durant lequel elle a atterri dans l'époque numide, précisément le jour de la mort de Massinissa, pour assister à ses

funérailles. L'accueil linguistique n'a pas empêché les comédiens Djamel Mezraoui, Mohamed Hemame et Chaker Boulemdais de faire le show et impressionner le public qui a suivi avec intérêt le déroulé de cette pièce qui a décroché le prix du jury lors de la 7^e édition du Festival culturel national du théâtre amazigh de Batna en 2015. La journaliste, après avoir subi de tumultueux événements, revient à la réalité à la fin de la pièce pour transmettre un message au public à l'effet de s'intéresser à tout ce qui



a trait à l'amazighité. Approchés par la presse, des spectateurs ayant assisté à cette présentation théâtrale ont affirmé avoir perçu le message de la pièce de manière artistique et élégante, et

ce, en dépit de leur incompréhension de tamazight. Plusieurs manifestations ont été organisées à l'occasion de la nouvelle année amazigh, à travers tout le territoire de la wilaya, dont des exposés sur le patrimoine amazigh avec la participation de plusieurs wilayas du pays, en sus de films documentaires projetés au Palais de la culture Mohamed-Laid-El-Khalifa et la maison de la culture Malek-Haddad et d'un carnaval folklorique ayant sillonné les rues du centre-ville.

Le musée national Cirta a abrité, à cette occasion, une conférence animée par D'Hocine Taoutaou, directeur du Centre national des recherches préhistoriques, anthropologiques et historiques (Cnrpah) d'Ain M'ilia (Oum El Bouaghi), intitulée «le calendrier amazigh et chechnak : entre l'authenticité et la réalité».

A. S.

Semaine du patrimoine amazigh à Chlef

Une occasion de revisiter la culture

Le coup d'envoi de la semaine du patrimoine amazigh à Chlef a été donné vendredi à la salle omnisports «Nasri», en présence de nombreux citoyens et d'associations de la société civile, venus célébrer le nouvel an amazigh. La manifestation culturelle, décrétée fête nationale par le président de la République Abdelaziz Bouteflika, s'est déroulée en présence du ministre de la Jeunesse et des sports, Elhadi Ould Ali, qui a

salué «la démarche de l'Etat algérien, représenté par le président Bouteflika, pour la consécration de l'identité nationale et la stabilité de l'Algérie». M. Ould Ali a indiqué que cet événement festif est «un héritage culturel célébré depuis des milliers d'années et un jalon pour raffermir l'unité du peuple et renforcer la stabilité de l'Algérie». A cette occasion, des ateliers d'écriture en Tifinagh ont été organisés au profit des enfants, des spec-

tacles et des chants présentés par la chorale de la maison de jeunes, outre l'organisation d'une exposition d'habits traditionnels et de plats amazighs. Au programme de cette manifestation qui s'étalera jusqu'au 17 janvier en cours, figurent plusieurs activités culturelles et artistiques visant à promouvoir la culture amazigh à travers la wilaya de Chlef, dont l'exposition du livre amazigh, la kheima (tente) traditionnelle à la maison de culture,

l'exposition de photos illustrant la reine amazigh Tihinan, des conférences et des journées d'étude portant sur l'an amazigh ainsi que des spectacles folkloriques et des soirées artistiques animées par des associations pour la promotion du patrimoine amazigh, a déclaré le directeur de la Culture, Ahmed Mouada. La kheima a permis à un grand nombre de visiteurs de connaître les plats traditionnels de la société chélifienne.

F. H.

Célébration

Massinissa, Zayen et Hassiba Amrouche en concert à Alger

Un concert de musique, organisé à l'occasion de la célébration de Yennayer 2968, nouvel an amazigh, a été animé vendredi soir à Alger par les chanteurs Massinissa, Zayen et Hassiba Amrouche, dans une ambiance festive, devant un public relativement nombreux. Les trois chanteurs, accompagnés par un orchestre pilote de six musiciens, se sont succédés, deux heures et demie durant, sur la scène de la salle El-Mouqgar, proposant au public un florilège de chants chaouis et kabyles, dans des atmosphères conviviales. Massinissa, premier à fouler la scène, a embarqué l'assistance dans un voyage au sommet des Aurès, alignant, avec sa voix puissante et étouffée, quelques chansons de son répertoire riche d'une vingtaine d'albums produits depuis 1985. Devant un public venu célébrer

Yennayer, récemment réhabilité et consacré fête nationale, Massinissa, Chibani Ali de son vrai nom, a aligné entre autres pièces, «Touiza» et «Natchnin di Chaouiye» (nous sommes des chaouis), rendus dans les cadences entraînant du rythme chaoui et «M'Ghani», interprétée dans le genre reggae, au groove régulier et récurrent. Dans un bel hommage à la parole, Zayen, prenant le relais, a déployé tout son talent d'artiste d'expression kabyle, à travers quelques-unes de ses chansons aux mélodies empreintes de créativité et aux contenus relevés, destinés à faire revivre la tradition ancestrale et à s'ouvrir sur le monde dans les valeurs de l'universalité. Tirées de ses cinq albums, enregistrés depuis ses débuts en 1994, dont le dernier «Uccen d-Umeksa» (2015), Zayen a sublimé, devant un

public conquis, la paix et la non-violence, les coutumes berbères, ainsi que la femme africaine et amazigh, cette dernière «gardienne de la tradition», comme il aime à le rappeler avec insistance. Parmi les pièces entonnées par le chanteur, à la voix limpide et pleine de présence, «Salomé», «Baden, Baden», «Lemsella», «Arkek, arkek», «Tafrikant» (l'Africaine) et «Noussad» (nous sommes venus), une chanson festive dont le texte, de circonstance, contient dans son refrain la formule consacrée «Assugwas ameggas» (bonne année), adressée au public qui le rendait à la scène dans la délectation. Etabli depuis 1999 à Paris, Zayen a confié à l'APS la sortie prochaine d'un clip dont la préparation touche à sa fin, réalisé sur une chanson qu'il a écrite et composée, au titre de «Dda Musa», qui

prône le respect de l'environnement et dans laquelle il a associé une trentaine d'artistes, entre groupes et chanteurs libres, dont Les Abranis, Ideflawn et autres groupes chaoui et mozabite, Hakim Salhi, Hamidou, Kamel El Harrachi, ainsi que deux chanteuses, française et russe. En troisième partie du spectacle, Hassiba Amrouche, du haut de ses 40 ans de carrière, a littéralement enflammé la salle, avec son savoir-faire et sa spontanéité, interprétant plusieurs pièces du terroir et de son riche répertoire avec un professionnalisme confirmé, dans une prestation empreinte de beaucoup de métier. Faisant interagir le public qui a cédé au déhanchement reprenant en chœur tous ses refrains, l'artiste, au charisme imposant et au parcours artistique exceptionnel, jalonné d'une cinquantaine d'albums, entre variétés algériennes, raï et kabyle, a chanté, dansé et beaucoup parlé à ses admirateurs, usant de plaisanteries et de l'humour qui lui est connu, dans le plaisir et la joie d'une ambiance devenue familiale. «Arriha L'aambar», «Sniwa ifendjalen», «Assa Dhamervouh», «Cheikh Ahdad» de Chriha, «A vou mendil af tuyeth», «Ya zinz el aali», et «Al khir ino» ainsi que «Essendou» d'Idir, sont autant de titres que Hassiba Amrouche, incontestablement une des

icônes de la chanson algérienne, a interprété avec une voix étouffée, à la tessiture large, «Aimons-nous tous dans la paix, sous le toit de notre chère Algérie», a-t-elle lancé au public qui lui a manifesté sa reconnaissance avec des applaudissements nourris et des youyoux répétés.

M. K.

RENDEZ-VOUS CULTURELS

Hôtel Sofitel (El Hamma)
Jusqu'au 6 février :

Exposition photographique «Alger, ville de tous les contrastes» est organisée depuis le 6 janvier et se poursuivra jusqu'au 6 février prochain tout en reprenant les travaux de la photographe Yasmin Lalleml. L'exposition s'intéresse, comme son nom l'indique, aux différents aspects de la capitale, au travers de photographies capturant la vie quotidienne d'une ville aux multiples facettes. Salle des Actes de l'Institut Cervantès d'Alger (rue Khelifa-Boukhalifa, Alger) Jusqu'au 25 janvier : A l'occasion du 80^e anniversaire du Guernica de Picasso, l'ambassade d'Espagne et l'Institut Cervantès d'Alger organisent une exposition intitulée «Dialogue hispano-algérien sur le Guernica».

Musique

Fairouz Oudjida et Dominic Boulianne s'invitent à Alger

UN RÉCITAL lyrique avec la soprano Fairouz Oudjida et le pianiste Dominic Boulianne se tiendra le 16 janvier à l'Opéra d'Alger.

Quelques jours après Yennayer, une soirée musicale organisée par la wilaya d'Alger verra des classiques de la musique occidentale et berbéro-

arabe revisités par la soprano algérienne Fairouz Oudjida. Forte d'un succès international, Fairouz Oudjida avait percé lors du Festival du monde arabe de Montréal en 2013. Elle retrouvera le public algérien le 16 janvier où elle tentera de représenter tous les registres musicaux qui ont marqué son parcours, de la

musique occidentale, classique, et russe à la musique algérienne arabe et berbère. Elle sera accompagnée par le pianiste canadien, lauréat du Prix du Conservatoire de musique de Montréal, Dominic Boulianne.

La soirée commencera à 19h00 au niveau de l'Opéra d'Alger à Ouled Fayet.



Coup-franc direct

Le ridicule qui tue !

Par Mahfoud M.

Ce qu'envisage de faire le président de la FAF, Kheireddine Zetchi, qui a avoué vouloir introduire un recours après le rejet de la candidature de Bachir Ould Zemerli, au Comité exécutif de la CAF est vraiment ridicule. En effet, ce n'est pas la faute à l'instance africaine si l'Algérie n'a pas su gérer le dossier de candidature d'un de ses représentants. Invité à présenter un candidat pour ces élections du CE de la CAF, les responsables de la FA avaient tergiversé en proposant ce poste une fois à un membre du BF et une autre fois à un autre membre pour, en fin de compte, rater l'opportunité d'envoyer le nom du membre désigné dans les délais. Ould Zemerli n'a pas eu le temps d'être mis au courant qu'il était candidat, il apprendra le lendemain que sa candidature n'a pas été avalisée. C'est le bricolage qui continue au niveau de nos instances nationales qui n'ont pas encore appris à être rapides et claires dans leurs démarches. Ainsi, elles tombent dans le piège et se laissent hors circuit. Zetchi devrait plutôt chercher l'erreur dans son équipe et ne pas entrer en conflit avec la CAF, cela ne le mènera nulle part et compliquera plutôt sa tâche car la Confédération africaine pourrait l'avoir dans le collimateur et on n'aura d'autres opportunités.

M. M.

Fédération française de football Le Graët ne serait pas contre la programmation d'un match face à l'Algérie

LE PRÉSIDENT de la Fédération française de football (FFF), Noël Le Graët, a réaffirmé vendredi soir que sa volonté d'organiser un match amical entre les équipes nationales française et algériennes est «intacte», soulignant qu'il est «très fier» d'aller en Algérie. «Il faut être deux pour discuter. Le président de la Fédération algérienne vient de changer (Kheireddine Zetchi a succédé à Mohamed Raouraoua).

J'avais des contacts avec l'ancien président. Cela paraissait possible mais pour le moment, il n'y a pas eu une réelle volonté», a-t-il déclaré au Breaking Foot sur SFR Sport 1, assurant que sa volonté d'organiser ce match reste «intacte». «La mienne est intacte. Lorsque l'Algérie nous présentera une véritable envie, je serai très fier d'aller là-bas, vraiment très fier. Depuis un moment, j'ai souhaité y aller», a-t-il ajouté.

JS Kabylie

Noureddine Saâdi sera le nouvel entraîneur

LE TECHNICIEN Noureddine Saâdi a donné son accord final pour diriger la barre technique de la JS Kabylie, après l'abandon de la piste du Marocain Badou Zaki par la nouvelle direction du club de Ligue 1 Mobilis, a-t-on appris auprès de intéressés. «Effectivement, j'ai donné mon accord final pour diriger la JSK. J'ai été contacté par le nouveau président du club Chérif Mellal qui m'a proposé de prendre en main cette grande équipe. Je serai samedi à Tizi-Ouzou pour superviser l'équipe contre le RCB Oued R'hiou en 16^{ème} de finale de la Coupe d'Algérie», a indiqué Saâdi. Le technicien marocain Badou Zaki devait remplacer Azzedine Ait Djoudi, avant que sa piste ne soit abandonnée par la nouvelle direction du club, suite à la dissolution du directoire

composé de Zouaoui, Madjene et Ait Djoudi. «C'est un plaisir pour moi de revenir à la JSK que j'avais déjà eu l'honneur de diriger pas le passé (1992-1994, ndr). Je compte sur la volonté des joueurs pour pouvoir redresser la barre et permettre à ce club de retrouver la place qui lui sied», a souligné Saâdi (67 ans), expliquant qu'il n'avait pas encore abordé les modalités du contrat avec les dirigeants du club. Saâdi reste sur une mauvaise expérience avec l'ASM Oran (Ligue 2/Algérie) qu'il avait quitté en octobre 2016 après quelques mois de collaboration. Au terme de la 16^{ème} journée, la JSK n'est pas loin des places relégables en occupant la 12^{ème} place au classement avec 17 points, soit à quatre longueurs de l'USM El-Harrach, premier reléguable.

Werder Brême

Belfodil souffre d'une blessure légère

L'attaquant international algérien du Werder Brême, Ishak Belfodil, victime d'une «légère blessure au pied» pourrait être opérationnel pour la réception de Hoffenheim samedi dans le cadre 18^{ème} journée du championnat allemand de football, a annoncé le site officiel du club. Le joueur algérien a repris l'entraînement mercredi et devrait tenir sa place

samedi pour la reprise de la Bundesliga. Belfodil qui fête ce vendredi ses 26 ans est en train de retrouver ses moyens avec un bilan de trois buts, toutes compétitions confondues, et des apparitions plus régulières dans le onze de l'entraîneur Florian Kohfeldt. L'international algérien avait rejoint la formation de Brême l'été dernier, à titre de prêt pour une saison, en prove-

Coupe d'Algérie 2018 (16^{ème} de finale)

Le PAC et l'OM sortis par des petits poucets !

■ Le MC El Bayadh et l'IRB Belkheir, deux petits clubs de Régionale 1, ont créé la sensation vendredi, en éliminant dès les 16^{èmes} de finale de la Coupe d'Algérie deux ténors de la Ligue 1 Mobilis de football, respectivement le Paradou AC et l'Olympique de Médéa, au moment où les autres favoris, comme le CR Belouizdad, le DRB Tadjenanet et le MO Béjaïa se sont qualifiés.

Par Mahfoud M.

Le MC El Bayadh et l'IRB Belkheir ont commencé par bien résister à leurs adversaires, les menant d'abord aux prolongations, puis aux tirs au but, pendant lesquelles ils ont arraché des qualifications historiques. Le Paradou avait pensé avoir fait le plus dur en ouvrant le score par Benayad (113'), mais c'était sans compter sur la détermination du MCEB qui s'est transcendé devant ses supporters, arrachant une égalisation inespérée à l'ultime minute des prolongations, grâce à Toual, sur penalty à la 120'. Sur sa lancée, le MCEB a séduit pendant la séance de tirs au but, surclassant le club de Kheireddine Zetchi (4-3). De son côté, l'Olympique de Médéa a été tenu en échec par l'IRB Belkheir (0-0), même après prolongations, et pendant la séance de tirs au but, il a dû aller au-delà de la série initiale de cinq tirs, pour s'incliner finalement (6-5). Les autres matchs, quant à eux, ont connu des issues plus ou moins logiques, puisque l'avantage a tourné en faveur des favoris, comme le DRB Tadjenanet, ayant dominé le MC Saïda (2-1). Même cas de figure au stade du 20-Août 1955, où le CR Belouizdad a assez facilement dominé le petit poucet CSSW Illizi (2-0), au moment où l'AS Ain M'illa a dû recourir à la séance de tirs au but pour se défaire de l'IB Lakhadaria 3-0, alors que le match s'était soldé par un nul vierge (0-0). Pour sa part, le MO Béjaïa a réussi à faire la différence pendant les prolon-



Les Pacistes surpris par des amateurs

gations (2-1), alors que son adversaire, le MB Hassasna, venait tout juste d'être réduit à dix. De son côté, le CR Zaouia s'est contenté du service minimum face au NC Magra, qu'il a dominé (1-0), exactement comme l'avait fait le CRB Dar El Beïda jeudi, en ouverture de ces 16^{èmes} de finale de la Coupe d'Algérie, où il avait surclassé l'ES Besbes (1-0).

L'apport du «douzième homme» déterminant

Le soutien incondicional des supporters a joué un «rôle déterminant» dans la qualification du MC El Bayadh et de l'IRB Belkheir en 8^{ème} de finale de la Coupe d'Algérie de football, car ayant «beaucoup aidé» ces deux clubs de Régionale 1 pour surclasser des ténors de la Ligue 1 Mobilis, respectivement le Paradou AC et l'Olympique de Médéa, lors des 16^{èmes} de finale, disputés vendredi. «L'apport des supporters a été considérable.

M. M.

USM Alger

Darfalou refuse l'Etoile du Sahel et préfère l'Europe

L'attaquant international algérien de l'USM Alger, Oussama Darfalou, qui suscite l'intérêt de plusieurs clubs locaux et étrangers dans la

perspective d'un recrutement pendant le mercato hivernal, a assuré vendredi qu'il ne quittera son club actuel, l'USM Alger, que pour l'Europe. «Effectivement, j'ai pas mal de contacts en ce moment, mais j'ai une très bonne relation avec le président Haddad, et je lui ai promis que je ne quitterai pas l'USMA, sauf si c'est pour aller en Europe», a indiqué l'ex-avant-centre du RC Arbaâ dans une déclaration au site officiel du club, au moment où des bruits l'ont donné partant vers le club tunisien l'Etoile Sportive du Sahel. «Je ne changerai pas de club, sauf si je décroche un contrat professionnel en Europe. Je tiens donc à rassurer les supporters que je suis toujours là et que je conti-

nuerai de me donner à fond pour marquer et contribuer aux succès de mon équipe», a encore promis Darfalou, actuel meilleur buteur des Rouge et Noir en championnat avec dix buts. Une réaction directe aux rumeurs propagées vendredi par certains médias tunisiens, selon lesquels l'ES Sahel serait en contact avancé avec l'attaquant de 24 ans. Au terme de la 14^{ème} journée, l'ES Sahel, dirigée depuis décembre par l'entraîneur algérien Kheireddine Madoui, pointe à la 4^{ème} place du classement général avec 26 points, soit à dix longueurs du leader, l'ES Tunis, qui caracole en tête avec 36 unités.

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

Bordj Badji Mokhtar

Un fusil mitrailleur et un lot de munitions saisis

UN FUSIL mitrailleur de type kalachnikov, un chargeur et un lot de munitions ont été saisis vendredi à Bordj Badji Mokhtar par un détachement de l'Armée nationale populaire, en coordination avec des gardes-frontières, indique samedi le ministère de la Défense nationale dans un communiqué. «Dans le cadre de la sécurisation des frontières et de la lutte contre la criminalité

organisée, et lors d'une patrouille de reconnaissance et de recherche menée près des frontières, un détachement de l'Armée nationale populaire, en coordination avec des gardes-frontières, a saisi, le 12 janvier 2018 à Bordj Badji Mokhtar, un fusil mitrailleur de type kalachnikov, un chargeur, ainsi qu'une quantité de munitions», précise la même source. L. M.

Béjaïa

Un mort et 8 blessés dans une explosion de gaz

UNE EXPLOSION de gaz, survenue dans la nuit de vendredi à samedi à El-Kseur, à 25 km à l'ouest de Béjaïa, a fait un mort et 8 blessés dont deux jugés dans un état grave, a-t-on appris de la Protection civile. L'explosion s'est produite dans un appartement d'une résidence collective qui en compte quatre et qui tous ont été affectés à des degrés divers de gravité. Toute la façade de cet ensemble habitable a cédé à la proie des flammes, sans compter les dégâts intérieurs «très importants» mais non recensés encore

dans le détail, a-t-on précisé de même source. La victime, une octogénaire, a succombé à ses blessures à l'hôpital d'Amizour où elle a été évacuée après avoir été la proie des flammes, a-t-on ajouté, indiquant qu'une fillette de huit ans a été sauvée in extremis du feu. Immédiatement après l'alerte, la Protection civile s'est déployée sur les lieux, en engageant une douzaine de véhicules d'extinction et une trentaine d'agents et d'officiers dont le directeur de la Protection civile qui a dirigé lui-même les opérations. Rachid F.

Accidents de la circulation

6 morts et 30 blessés en 48 heures

SIX personnes ont trouvé la mort et 30 autres ont été blessées dans 8 accidents de la circulation survenus dans plusieurs wilayas du pays au cours des dernières 48 heures, ont indiqué hier les services de la Protection civile dans un communiqué. La wilaya de Bordj Bou-Arreridj déplore le bilan le plus lourd, avec le décès de 2 personnes, alors que 2 autres ont été blessées, suite une collision entre deux véhicules légers, dans la commune d'Oued Brahim. Durant la même période, les secours de la Protection civile sont

intervenus pour prodiguer des soins de première urgence à 36 personnes incommodes par l'inhalation de monoxyde de carbone émanant d'appareils de chauffage défectueux dans plusieurs wilayas du pays. Les secours de la Protection civile sont, en outre, intervenus dans la wilaya de Djelfa pour l'extinction d'un incendie qui s'est déclaré à l'intérieur d'une habitation dans la commune d'Ain Oussera, ayant causé le décès d'une personne. Massiva

A.

Accompagnée par plusieurs musiciens et artistes algériens

Le prochain spectacle de Hasna El Bacharia à Paris

LA DIVA du Diwane Hasna El Bacharia animera, le 20 du mois courant, une soirée au Cabaret Sauvage, illustre salle de spectacle artistique à Paris (France), a-t-on appris, hier, auprès de cette artiste à Béchar. Sa première représentation musicale de l'année 2018, qui mettra une fois de plus en évidence les différentes facettes de la musique patrimoniale Diwane, s'inscrit au titre d'un programme «musique du monde-Maghreb», initié par le Cabaret Sauvage, portant sur l'organisation de cinq nuits de fête pour «rendre hommage aux femmes algériennes, qui ont fait preuve d'un coura-

ge incomparable durant les années de terrorisme dans le pays», a-t-elle précisé. Hasna El Bacharia, qui sera accompagnée durant son spectacle par plusieurs musiciens et artistes algériens, dont Souad Asla, compte faire de cette représentation le coup d'envoi d'une nouvelle tournée musicale nationale et internationale pour l'année en cours. Au cours de ces nuits d'hommage aux femmes algériennes, d'autres artistes algériennes, dont Souad Massi et Samia Diar, animeront des spectacles à cette occasion, a fait savoir l'artiste.

Lina N.

Après ses propos racistes La nouvelle coupe de cheveux de Donald Trump



Djalou@hotmail.com

Retard dans la réalisation des projets «AADL»

Les contrats de 3 maîtres d'œuvre résiliés et mises en demeure à 17 autres

■ Le ministre l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville a affirmé, hier, que son département avait décidé de résilier les contrats de 3 maîtres d'œuvre et d'envoyer des mises en demeure à 17 autres, au terme de la réunion qu'il a tenue avec les maîtres d'œuvre en charge de la réalisation du programme «AADL».

Par Slim O.

Quelque 20 wilayas connaissent des retards dans la réalisation du programme «AADL» confié à 20 maîtres d'œuvre pour la réalisation de 38 450 unités, a indiqué le ministre. Trois maîtres d'œuvre chargés de la réalisation de 2 550 unités de logement, dont 809 à Tissemsilt, 400 à Ouled Zenati et 750 à Mascara, ont vu leurs contrats résiliés. Dix-sept maîtres d'œuvre chargés

de la réalisation de 28 100 unités de logement ont été destinataires de mises en demeure, a précisé M. Temmar, affirmant que des poursuites seront engagées à l'encontre des entreprises qui ne respectent pas ces mises en demeure. Un nouveau calendrier a été arrêté avec l'ensemble des maîtres d'œuvre qui devront présenter des rapports trimestriels jusqu'à la réception de tous les projets programmés. Le ministre a

tenu par la même occasion l'administration pour responsable du retard enregistré dans la réalisation de certains projets, à l'image du projet de réalisation de 1 300 logements à Sétif, El Oued, Sidi Bel-Abbès et Remchi. «J'en appelle à la conscience des maîtres d'œuvre pour livrer l'ensemble des projets dans les plus brefs délais», a indiqué le ministre.

S. O./APS

DGSN

Interpellations, saisies d'armes blanches et de psychotropes à Alger et Sidi Bel-Abbès

Les forces de police de la Sûreté des wilayas d'Alger et de Sidi Bel-Abbès ont récemment interpellé 157 individus

suspects pour port d'armes et trafic de drogue dans le cadre de plusieurs opérations de recherche, a indiqué hier un communiqué de la Direction générale de la Sûreté nationale (DGSN).

Ainsi, à Alger, et au cours d'opérations menées dans différents quartiers de la capitale «des armes blanches, un lot de 373 comprimés psychotropes, ainsi que plus de 2,156 kg et de cannabis traité ont été saisis». Par ailleurs, agissant sur information, les éléments de la Police judiciaire relevant de la sûreté de wilaya de Sidi Bel-Abbès «ont mené un mandat de perquisition au domicile d'un individu sus-

pect, se soldant par l'interpellation du mis en cause, et la récupération de 957 g de cannabis traité». En outre, dans le cadre de la lutte contre le commerce d'antiquités et lors d'un point de contrôle au niveau de la gare routière de Ferdjioua, dans la wilaya de Mila, les éléments de la police judiciaire, relevant de la sûreté de wilaya «ont interpellé 2 individus suspects» à bord d'un véhicule, impliqués dans une affaire de trafic d'antiquités. Un lot de 80 pièces de monnaie, datant de l'époque romaine et destinées au commerce illégal d'antiquités, a été récupéré au cours de cette opération.

Ali K.